

## CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION À L'ENTRÉE DU CDFN SEPTEMBRE 2014

*Quand Valls multiplie les sorties théâtrales et les déclarations d'amour (au Medef ou au PS...), la ligne est claire et personne ne s'y trompe : avec ce deuxième gouvernement, et notamment la nomination de Macron, ancien banquier, comme ministre de l'économie, l'ennemi ce n'est plus la finance, ce sont les salarié-es et leurs acquis. Ce gouvernement n'a pas opéré un tournant ou changé de cap : il a accentué son orientation libérale en confortant une véritable politique de classe, celle des riches et des patrons.*

Depuis les élections municipales et européennes, marquées par l'abstention massive, les scores importants du FN et le désaveu total de sa politique, les réponses du gouvernement vont toutes dans le même sens : une ligne clairement libérale qui n'a plus rien de « gauche ». Pourtant, l'inefficacité des politiques d'austérité est dénoncée par de nombreux économistes avec une économie en stagnation.

Ce discours hyper autoritaire est marqué par une crise politique interne : frondeurs, débarqués ou démissionnaires, le gouvernement ne peut plus, aujourd'hui, compter sur une majorité solide. C'est une crise politique grave, et l'image dégradée du chef de l'Etat, le rejet de sa politique, le renforcement des votes de « défiance » des parlementaires, les différents scandales dans lesquels sont impliqués des ministres l'illustrent.

Il faut ajouter à cela des régressions (immédiates ou annoncées) en cascade pour les salarié-es : non encadrement des loyers, seuils sociaux, travail du dimanche, suppression de jours fériés, instauration d'un « CDI à durée déterminée », suppression des 35 heures, allant au devant du projet du Medef, qui en veut toujours plus ! Une déclaration de guerre – supplémentaire – contre les salarié-es.

### **Pourtant, il y a urgence sociale avec une extrême droite en embuscade**

La situation exigerait une grande mobilisation sociale des salarié-es, des démunis-es alors que la France s'enfoncé chaque jour davantage dans une crise économique profonde : la croissance est nulle depuis plus de six mois, la pauvreté s'étend de plus en plus, le chômage a connu ces derniers mois une hausse constante, notamment chez les plus jeunes.

Sans perspective alternative portée par notre camp social, le désaveu complet de ceux qui dirigent le pays va continuer d'éloigner les individus de l'action politique, les détourner de l'action collective, les mettre en situation de céder encore plus aux sirènes du FN. La lepénisation des esprits se poursuit : 67 % des sondés veulent réserver les aides sociales et les allocations familiales aux seuls Français-es ; 37 % pensent que les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir. Selon le Crédoc<sup>1</sup>, « les crises économiques avaient par le passé renforcé la compassion envers les pauvres, mais depuis 2008, c'est l'inverse, les liens de solidarité s'affaiblissent ». L'idée que les plus riches doivent donner aux plus

<sup>1</sup> Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie

modestes perd du terrain : notre modèle social n'a plus la cote.

Parallèlement, les discours racistes et sexistes se multiplient sans complexe. Belghoul d'un côté, la « manif pour tous » de l'autre essaient de phagocytter les élections des représentant-es de parents d'élèves. Une manifestation nationale est prévue le 5 octobre, contre la GPA et la circulaire Taubira, mais aussi contre la « théorie du genre » à l'école.

Notre rôle d'organisation syndicale est de faire comprendre d'une part que l'extrême droite n'œuvre pas en faveur des intérêts des salarié-es, mais aussi de montrer son vrai visage à chaque fois qu'il se présente. Le travail syndical sur ces questions, via notamment l'observatoire intersyndical qui se met en place, doit permettre d'organiser la riposte nécessaire aux idées et pratiques de l'extrême droite.

**Sur le plan des droits et libertés**, l'été a été marqué par des attaques multiples : droit à manifester avec les arrestations et condamnations de militant-es, droits à migrer pour les jeunes et les familles sans papiers, jusqu'au droit de vivre pour cet Algérien mort pendant son transfert vers l'aéroport durant son expulsion. Le droit à la scolarité n'est pas non plus respecté, particulièrement pour les plus précaires que sont les familles Roms. Il est temps de ne plus accepter et de se mobiliser

### **Rentrée scolaire, rentrée sociale ?**

La ministre N. Vallaud-Belkacem, nommée quelques jours plus tôt, a dû affronter une rentrée difficile : généralisation de la réforme des rythmes et remise en cause du cadre national de l'éducation sur fond de désengagement de l'Etat et, sur un autre plan, attaques personnelles racistes et sexistes honteuses de la part de groupes réactionnaires. Ces sujets n'ont cependant pas pu masquer le fait que c'est une très mauvaise rentrée sur le terrain : crise de recrutements sans précédent qui hypothèque gravement l'avenir de l'école, milliers de postes aux concours non pourvus, problèmes d'affectation des stagiaires qui remettent en cause la formation, postes vacants devant élèves, effectifs en augmentation partout, conditions de travail dégradées, enseignant-es en souffrance, déjà... Dans un tel contexte, des chantiers ministériels importants s'ouvrent cette année : une consultation sur le projet de socle dès maintenant, et une autre, sur les programmes et l'évaluation plus tard. Comment se prononcer sur un cadre (le socle) sans aborder son contenu ? Dissocier ces questions

est un non-sens que ne manqueront pas de relever les personnels. Quant à l'évaluation du socle, il ne saurait en être question, puisque cela reviendrait à remettre en selle un LPC que tous et toutes contestent. Par ailleurs, il faut noter que le contexte éducatif dans lequel s'inscrivent ces chantiers est celui de l'école tournée vers l'entreprise et l'employabilité, comme l'atteste le projet de développement de l'apprentissage porté par le gouvernement. Il est donc incompatible avec notre projet d'école.

**Et l'action ?** Le renforcement de la politique austéritaire du gouvernement va se traduire durement, y compris dans un secteur affiché comme prioritaire. Salaires bloqués, dégradation supplémentaire des conditions de travail et d'enseignement vont toucher durement l'éducation. Il est donc de la responsabilité de la FSU de contester cette politique et de porter ses revendications dans le secteur où elle « pèse » vraiment. La construction d'une mobilisation (manifestation nationale, grève) est clairement posée.

### **Et dans la fonction publique ? Quel « dialogue social » ?**

Les fonctionnaires sont très violemment touchés par les politiques d'austérité et le dogme de réduction des dépenses publiques ; leur pouvoir d'achat s'est considérablement dégradé, toutes les études l'attestent, et le blocage des salaires pendant sept ans est intolérable pour les personnels. Malgré la mobilisation du 15 mai, il n'y a aucun espace de négociation avec la ministre sur la question du point d'indice. Les fédérations de fonctionnaires se sont rencontrées sans que cela ne donne lieu à une quelconque perspective d'action au sujet des salaires. Au moment de la discussion budgétaire, qui sera la traduction concrète du pacte de responsabilité et de la diminution de la dépense publique, il est inenvisageable de ne pas prévoir une réaction de mobilisation syndicale.

Alors que se mènent d'autres négociations, sur le dossier PPCR notamment, que la ministre a, de façon habile, découpé en plusieurs volets afin de donner l'illusion d'une marge de manœuvre sur certains d'entre eux, il faut montrer qu'il s'agit d'une politique globale et cohérente face à laquelle le mouvement syndical ne doit pas se laisser mener en bateau.

**La réforme territoriale** en cours, qui se mène avec bien des péripéties dans la plus grande opacité et le déni démocratique, illustre une volonté politique de formater l'hexagone aux attentes du marché et de ne pas s'attaquer aux inégalités. Le recul du contrôle administratif de

l'État, la remise en question des droits collectifs, des services publics et du cadre législatif national avec l'adaptation de la loi au territoire, la stigmatisation de la dépense publique... tout indique le choix de la rupture avec les principes d'égalité des citoyennes et citoyens, de la rupture avec l'état social.

### Quel rapport de forces ?

Jamais le MEDEF n'a été aussi loin dans ses nouvelles remises en cause des droits sociaux (alors qu'il a reçu déjà un immense cadeau du gouvernement avec le Pacte de responsabilité...). Jamais un gouvernement (se disant de « gauche »...) n'a été aussi loin dans une politique libérale en faveur des patrons. Et... le mouvement syndical ne propose pas une riposte commune en cette rentrée aux salarié-es attaqué-es, aux chômeurs stigmatisés !

On ne peut pas faire l'analyse que le gouvernement Valls 2 est un gouvernement ennemi, et rester l'arme au pied face à lui et ses nouveaux amis du MEDEF. Il y a urgence aujourd'hui à construire un front syndical unitaire le plus large pour redonner espoir aux salarié-es, imposer des alternatives et organiser la lutte, l'affrontement contre ce gouvernement. Il n'est plus temps de tergiverser.

Alors qu'arrivent nos élections professionnelles, prenons garde que la désillusion de la population envers le monde politique ne touche aussi le syndicalisme. L'enjeu doit être de donner « envie » aux salarié-es des 3 fonctions publiques d'aller voter pour un syndicalisme qui propose des alternatives aux politiques menées. Cela passe dès maintenant par notre capacité à proposer des perspectives d'actions.

Notre départ de la conférence sociale en juillet, pour marquer notre désaccord avec la politique suivie, a constitué un très bon signal en direction de la population. Alors que la situation s'est depuis aggravée au détriment des salarié-es, il faut maintenant, de façon volontariste sans aucun doute, s'engager dans toutes les formes de ripostes sociales les plus unitaires (23 septembre, 30 septembre, 11 octobre, suites du 12 avril...). Il faut prendre contact avec les organisations syndicales de transformation sociale pour organiser la mobilisation interprofessionnelle la plus unitaire.

La CGT a mis le **16 octobre** dans le paysage : c'est contre les politiques d'austérité en général, et leurs conséquences pour la fonction publique en particulier, qu'il faut se mobiliser. Malgré les difficultés (le comportement de la CGT n'est pas aisément « lisible »...), cette journée est pour

nous l'occasion de faire converger nos revendications et de montrer la cohérence de la politique en place pour mieux la rejeter. La situation exigerait d'aller vers un appel des salarié-es à une grande journée de mobilisation unitaire avec appel à la grève et manifestations nombreuses. Dans tous les cas de figures, il faut que cette journée ait le caractère le plus combatif possible (manifestations, grèves si c'est possible...). Ce doit être un point d'appui pour construire ce front du refus et mettre en place un plan d'action sur le long terme.

Cela n'exclut pas, par ailleurs, des mobilisations sectorielles importantes. Une action nationale (manifestation, grève) dans la fonction publique n'est pas à exclure, bien au contraire. Il ne faut rien s'interdire, mais au contraire tout faire pour construire la mobilisation.

Ainsi, dans le sup recherche, après le succès de la réunion plénière du CoCNRS (Comité National) qui a dressé un bilan sans concession de l'état de la recherche en France, la FSU soutient et s'engage dans sciences en marche. Tout doit être fait pour son succès et son élargissement transfrontalier si possible

**Au-delà des responsabilités strictement syndicales**, la fédération doit également se tourner vers toutes les organisations qui se réclament de transformation sociale, comme c'est le cas du **collectif AAA (=12 avril)** et œuvrer ainsi à la convergence des forces politiques, associatives, syndicales et citoyennes pour mettre en place un front combatif.

L'Université européenne des mouvements sociaux (ESU) organisée par le réseau des **Attac d'Europe** a été un grand succès, réunissant plus de 2000 participant-es venus de 44 pays. Loin d'être une rencontre académique, l'ESU a constitué une vraie rencontre militante, particulièrement nécessaire et appréciable dans le contexte d'aujourd'hui, des militant-es de réseaux et d'organisations diverses, qui se retrouvaient au niveau des cultures politiques, des modalités d'engagement, voire des stratégies. Malgré une présence (cependant assez limitée) de la FSU et celle de Solidaires, il faut déplorer le peu d'investissement du mouvement syndical.

L'appel de la **Convergence des services publics** représente lui aussi un enjeu dans la période : la FSU, qui en est partie prenante, doit poursuivre son implication dans ce sens.

## **COP 21 : Changer le système, pas le climat**

En décembre 2015, la France accueillera le sommet sur les changements climatiques, la COP21 au Bourget. Vu l'urgence climatique, selon les rapports plus alarmistes à chaque fois du GIEC, et l'inactivité des responsables politiques ( aucune décision d'importance n'a été prise lors des dernières réunions de ce type), il est absolument nécessaire que les mouvements sociaux et citoyens s'emparent de cette question, dénoncent l'incurie et la responsabilité de l'oligarchie économique (les multinationales) et politique, et se mobilisent.

En ce sens, une coalition « Climat 21 » très large s'est mise au travail. Un calendrier de travail et de mobilisation, d'aujourd'hui à Paris 2015 est en cours. : Villages Alternatiba et manifestations prévues. Une forte implication syndicale est un autre élément qui sera décisif pour construire un mouvement social ancré dans les réalités sociales locales. La construction d'alternatives ne se fera pas sans l'implication et l'association des salariées, que ce soit pour les nécessaires reconversions industrielles ou pour imposer, contre les projets de « capitalisme vert », l'articulation de la justice sociale à la révolution énergétique. Il s'agit dès maintenant de construire une mobilisation sociale large et massive, avec Paris 2015 en ligne de mire.

## **Situation internationale**

Palestine :

Cet été, le gouvernement Israélien a répondu militairement à la réunification politique du mouvement national palestinien, qui venait de se mettre d'accord sur un gouvernement d'unité nationale, après plus de 8 ans de divisions. Un nouveau massacre a été commis : plus de 2100 victimes, la plupart des civils, le 3° depuis la mise en place du blocus de Gaza en 2007. Les déclarations de F. Hollande, dès le début des bombardements, ont été reçues pour ce qu'elles étaient à Tel Aviv : un blanc seing donné aux faucons du gouvernement le plus à l'extrême droite de l'histoire politique israélienne. La volonté de criminaliser le mouvement de solidarité a ensuite accompagné ce soutien à une nouvelle opération criminelle. L'ensemble du mouvement de solidarité, dont la FSU, doit amplifier dans les semaines à venir les campagnes de soutien à l'ensemble des inculpées (procès BDS, procès suite aux manifestations à venir). C'est également en amplifiant les campagnes de Boycott, Désinvestissement et de Sanctions, répondant ainsi aux appels de la société civile palestinienne, que le mouvement de solidarité se rendra utile pour contraindre Israël à cesser sa politique d'expansion et de négation

des droits du peuple palestinien.

Tafta et traité de libre échange :

Le 24 septembre devrait être rendu public le texte d'accord de libre échange entre le Canada et l'Union Européenne (CETA). Les fuites connues de ce texte montrent que nos craintes les plus fortes étaient fondées : mécanisme dit de règlement des différends entre Multinationale et Etat, et mécanisme de convergence réglementaire : avec attaques les plus dures aux principes démocratiques et pouvoir des multinationales renforcé. La campagne contre le Tafta doit dans l'année à venir tout faire afin que la ratification de ce texte échoue. Il est en effet considéré comme un « petit Tafta » à Bruxelles, puisqu'il servirait d'étalon aux négociations du traité EU-USA. Le collectif national stop tafta appelle à une journée de mobilisation partout en France contre le CETA, le TAFTA et le TISA (négociations spécifiques sur les services) le 11 octobre. La présence syndicale y est essentielle.

Le chaos s'installe au Moyen Orient :

A l'initiative du président américain, Barack Obama, suivi par le britannique David Cameron et le président François Hollande, une coalition internationale se met en place pour amplifier des frappes aériennes contre « l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL) ». Ce mouvement particulièrement réactionnaire prospère sur les ruines laissées par les interventions occidentales en Irak, et sur les massacres en Syrie perpétrés par Bachar Al Assad. Loin de régler le problème, des bombardements d'une coalition occidentale ne feront que renforcer la prétention de ce mouvement à incarner l'adversaire principal des « occidentaux ». Et les mêmes causes produiront les mêmes effets. Au contraire d'une intervention occidentale extérieure, c'est par le soutien aux forces progressistes de la région que doit se manifester notre solidarité, forces qui aujourd'hui pour beaucoup se retrouvent entre le marteau de Bachar Al Assad et l'enclume de Da'ech. Le gouvernement pourrait prendre une décision immédiate et très simple par exemple : enlever le PKK (Kurde), qui aujourd'hui gagne des positions militaires sur les deux fronts, de la liste des organisations terroristes.